



CONTRE LA CASSE DU SERVICE PUBLIC

JE RESPECTE LES GESTES BARRIERES:

JE FAIS GREVE ET JE MANIFESTE!

Les personnels hospitaliers l'ont bien compris: ce gouvernement n'a aucune intention de renforcer les services publics si on ne l'y contraint pas. Pourtant, face à la casse sociale, il y a urgence. En se joignant aux manifestations des personnels hospitaliers nous luttons pour eux/elles, pour nous en tant qu'usager.es, et en tant que personnels d'éducation. Le dégel du point d'indice, c'est leur revendication et la nôtre. Des conditions de travail décentes, l'augmentation des effectifs, bref la fin des restrictions budgétaires: aussi!

Services publics laminés, délocalisations frénétiques vers une main d'œuvre plus férocement exploitable ailleurs: des millions de travailleur.ses ont brutalement découvert que la crise que nous connaissons est le résultat de **choix idéologiques, politiques et financiers** faisant la promotion de l'initiative privée et du profit à court terme en lieu et place du service public démocratique et garant de la solidarité, refusant de mener une stratégie industrielle répondant aux besoins des populations. **Des choix qui nous ont rendus dépendants et vulnérables.**

La loi d'urgence sanitaire, violemment liberticide, votée par les députés LREM, LR, UDI et RN a **muselé l'expression** dans la rue sans enrayer l'épidémie; elle **casse conquis sociaux et droits des travailleur.ses**. Patronat et gouvernement ont fait payer le chômage partiel par l'Etat, c'est-à-dire nous tou.tes, et profitent de la crise pour faire des plans de licenciements prévus avant l'épidémie, augmenter le temps de travail et poursuivre la destruction de services publics déjà au point de rupture.

A l'hôpital comme dans l'Education les usager.es subissent les effets de la fermeture des services hospitaliers, écoles, établissements. Il faut un plan d'urgence pour l'Hôpital comme l'Éducation nationale et l'arrêt des politiques d'austérité à l'œuvre depuis des décennies. Mais les ministres font comme si de rien n'était et profitent de la crise pour accentuer leurs attaques contre l'idée même d'un service de santé accessible à tou.tes et d'une École égalitaire et émancipatrice.

Il est urgent de se mobiliser pour des moyens massifs pour TOUS les Services publics.

Les services publics, c'est PRIORITAIRE

LES SOIGNANT.ES EXIGENT :

- **L'arrêt immédiat des fermetures** d'établissements, de services, de lits
- L'abandon de la T2A et **l'augmentation des budgets** des établissements
- Un **financement de la Sécurité Sociale** qui réponde aux besoins de la population
- La garantie d'un **accès de qualité, égalitaire et de proximité aux soins et à l'accompagnement social** pour tou.tes
- Un **plan massif de recrutement** pluridisciplinaire et de formation
- Une **revalorisation générale des salaires** (+300€ minimum pour tou.tes et le dégel du point d'indice dans l'ensemble de la Fonction Publique), et la reconnaissance des qualifications
- L'amélioration des **conditions de travail**, de vie des salarié.es et la **reconnaissance de la pénibilité** des métiers

LES PERSONNELS DE L'EN EXIGENT :

- **L'arrêt de la territorialisation, l'autonomie et la mise en concurrence** des établissements: non aux 2S2C, au projet de loi sur les directions d'école.
- Une **autre Ecole tout de suite**: stop à l'encyclopédisme et l'élitisme des programmes, la politique du Socle commun, la sélection à l'entrée dans le supérieur, aux injonctions pédagogiques, orientations imposées, évaluations nationales. Renforcement de l'éducation prioritaire.
- Un **plan massif de recrutement** de personnels titulaires. Admission de tou.tes les admissibles aux concours. Pas de licenciements des personnels précaires en fin de contrat. Nous voulons - d'élèves par classe, + d'enseignant.es que de classes, des moyens de remplacement suffisants, + d'AED, renforcer le service social.
Une **revalorisation générale des salaires**: +400€ minimum pour tou.tes. Dégel du point d'indice dans toute la Fonction Publique.
- L'amélioration des **conditions de travail**: titularisation des non titulaires sans condition de concours / nationalité. Une véritable médecine de prévention. Baisse généralisée du temps de travail. Abandon des politiques managériales. Amélioration des conditions de travail des personnels administratifs, techniques, sociaux, AESH.
- **L'abandon des politiques de recul social, réactionnaires et liberticides**: état d'urgence sanitaire, réforme des retraites, loi de transformation de la Fonction Publique, réformes du bac, du lycée, de la voie pro, de la formation des maîtres, loi Blanquer, loi ORE et Parcoursup...

SE SYNDIQUER CGT